

## **BOOMS PETROLIERS ET BASCULEMENTS DU RAPPORT DE FORCE**

Aïssa **MOUHOUBI** \*

### **RESUME**

Chaque boom et chaque crise des prix pétroliers marquent le basculement du rapport de force au profit de l'un des acteurs de l'économie pétrolière (pays producteurs, pays consommateurs et multinationales pétrolières). Le principal enjeu de ces basculements réside dans la prise ou la perte de contrôle du marché pétrolier par les acteurs. Chacun d'eux ne cherche qu'à instaurer la politique de prix satisfaisant les objectifs inhérents aux stratégies économiques nationales, aux relations internationales ou même s'accaparer de la part la plus importante du surplus pétrolier.

### **MOTS-CLEFS**

Boom pétrolier, crise pétrolière, rapport de force, prix du pétrole.

**CODES JEL : Q33, Q41, Q48.**

### **INTRODUCTION**

Si on part du postulat stipulant que le pétrole est une marchandise cessible sur un marché constitué d'offreurs et de demandeurs, le niveau du prix de vente devrait, théoriquement, être en liaison directe ou indirecte avec les niveaux d'offre et de demande présents sur ce même marché. En réalité, l'authenticité de cette relation hypothétique n'est pas toujours vérifiée du moment que la réalité montre le contraire. L'incertitude du marché pétrolier provoque des dysfonctionnements au sein des économies productrices et des économies consommatrices de la matière. Ainsi, la course vers l'appropriation du rapport de force devient la manière *sine qua non* pour assurer le bon

---

\* Université de Béjaïa.

fonctionnement de chacune des deux différentes économies. Dès lors, une série d'interrogations s'impose :

- si la loi de l'offre et de la demande, telle qu'elle est connue par les économistes, n'est pas à remarquer d'emblée sur le marché pétrolier, à quelle règle, s'il y en a une, ce dernier obéit-il ?
- quelles sont les méthodes que les acteurs de l'économie pétrolière adoptent pour s'approprier du rapport de force ?
- comment ces acteurs profitent-ils des booms et des chutes des prix pétroliers ?

## 1 - LA GENESE DE L'ECONOMIE PETROLIERE

L'histoire de l'économie pétrolière est une véritable épopée. La découverte du premier gisement souterrain de pétrole était en 1829 à Burkesville dans le Kentucky aux Etats-Unis. Cependant, l'industrie pétrolière n'a connu son essor qu'en 1859, lorsque le colonel Drake découvre l'immense champ pétrolifère de Titusville en Pennsylvanie. Un illustre nom du monde pétrolier apparut alors.

John Davidson Rockefeller créa, en 1870, la *Standard Oil of Ohio* qui contrôla, aussitôt, 80% de la production pétrolière américaine. Le monopole de Rockefeller obligea la cour suprême à adopter une loi antitrust en 1892. Le morcèlement du monopole qui en a suivi, donna naissance à 21 nouvelles compagnies, dont trois font partie du cartel qui dominera plus tard l'industrie pétrolière mondiale, connu sous le nom des *Majors*<sup>1</sup> ou des *Sept sœurs*<sup>1</sup>.

## 2 - LE PREMIER BOOM PETROLIER DE 1973

Au moment où des pays riches en hydrocarbures étaient des colonies ou à la traîne des grands empires coloniaux, le cartel des *Majors* avait eu un accès facile à leurs ressources pétro-

---

<sup>1</sup> Les *Majors* sont : Exxon, Chevron, Mobil, Texaco, Gulf, British Petroleum et Royal Dutch Shell.

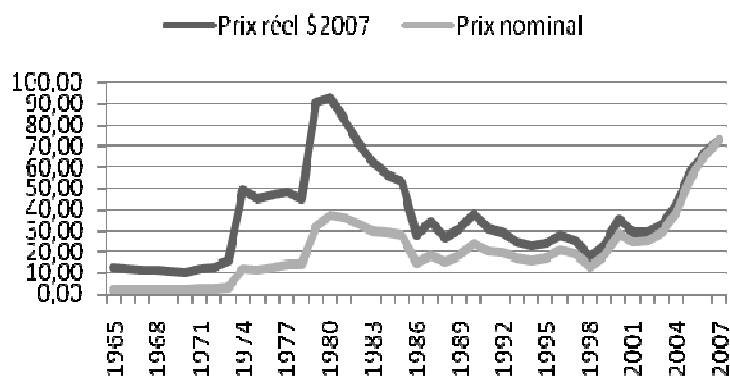
<sup>1</sup> Lire le livre intéressant de Sampson (1976) expliquant comment les sept multinationales pétrolières se sont accaparées du marché et du surplus pétrolier depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

lières. La faiblesse politico-économique de ces pays hôtes avait permis aux *Majors* de brader le pétrole qui coulait à flot pour satisfaire un marché assoiffé d'un nouveau carburant à teneur énergétique élevée et bon marché en comparaison avec le charbon. En plus, les *Majors* et leurs pays d'origine avaient eu l'occasion de s'accaparer de la majeure partie du surplus pétrolier récolté. Ainsi, le rapport de force était né dans le camp des deux acteurs à intérêts convergents.

La création de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) en septembre 1960, avait l'objectif essentiel de coordonner les politiques pétrolières des pays producteurs afin de sauvegarder leurs intérêts communs. Grâce à une série d'accords conclus entre les pays membres de l'organisation et les compagnies pétrolières, le prix du brut commença à connaître de légères augmentations et le partage du surplus pétrolier commença à être timidement au profit des pays hôtes.

Le véritable contre-balancement du rapport de force n'a eu lieu qu'au début des années 1970. Plus exactement, le 17 octobre 1973 (pendant la "*guerre du Kippour*"), les pays arabes exportateurs de pétrole décidèrent d'organiser un embargo contre les Etats qui soutenaient les israéliens en diminuant leurs productions de pétrole de 5% tous les mois jusqu'à l'évacuation complète, par les troupes militaires de l'Etat sioniste, des Territoires Occupés. Le prix affiché du brut de référence *Arabian Light* avait quadruplé en l'espace de cinq mois en passant de 2,90 \$/bbl (dollars le baril) à 11,65 \$/bbl (Graphique1).

Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole en dollars



Source : Construite à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.

Des raisons connexes à cette augmentation peuvent être citées :

- l'aggravation de l'inflation aux Etats-Unis et en Europe depuis 1968 a conduit la faible augmentation du prix nominal du pétrole à une diminution réelle de celui-ci (Graphique1). Le prix très bon marché du pétrole était au début de 1973 inférieur à son niveau de 1962 en dollar constant;
- le fort besoin de développement des pays producteurs à démographie importante, en particulier l'Iran et l'Algérie, a généré aussi un besoin important de financement.

### 3 - LE DEUXIEME BOOM PETROLIER DE 1979

La deuxième flambée que le prix du pétrole ait connue fut vers la fin des années 1970. En effet, la guerre entre l'Irak et l'Iran d'une part, et la dégradation des termes de l'échange de l'OPEP du fait de l'inflation mondiale d'autre part, furent des prémisses du deuxième boom pétrolier. Entre 1978 et 1980, l'OPEP décida unilatéralement de doubler le cours du brut en plusieurs étapes<sup>2</sup>. Ainsi, le prix du brut passa de 14.02 \$/bbl en

<sup>2</sup> L'OPEP avait la possibilité de décider d'augmenter le prix du pétrole parce qu'elle détenait le monopole sur le marché (plus de 50% des parts à cette époque).

1978 à 31.61 \$/bbl en 1979. Les tensions géopolitiques et les revirements économiques mondiaux conduisirent à fixer le prix du brut en 1980 à 36.83 \$/bbl (93,08 \$ en termes constants de 2007). Les deux booms pétroliers successifs furent des chocs pour les pays consommateurs mais aussi des sources de pléthores financières pour les pays producteurs. En l'occurrence, les pays de l'OPEP purent multiplier leurs revenus par plus de douze fois en dollars courants. Les recettes pétrolières qui n'étaient que de 22.5 milliards de dollars en 1973 atteignirent un seuil relativement très élevé, soit 272.1 milliards de dollars en 1980.

Face à toutes ces mutations inattendues sur la scène internationale, les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) fondèrent en 1974, au lendemain du premier boom pétrolier, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), dans le but de réduire la dépendance des pays membres pour leur approvisionnement en énergie et de promouvoir le développement de nouvelles sources énergétiques de substitution moins coûteuses. A cet effet, l'AIE a eu un rôle considérable en alimentant les marchés pétroliers des stocks de sécurité de ses pays membres pour réduire le prix du brut. L'usage, par les pays industrialisés, du pétrole déjà stocké pendant les années 1970, montra que le niveau de la consommation mondiale de pétrole était supérieur au niveau de sa production à partir de 1981. Désormais, ce jeu de l'offre et de la demande aura un effet indésirable sur les pays de l'OPEP. En effet, la baisse tendancielle du prix du pétrole après 1981, suite à l'offre mondiale excédentaire, avait contraint l'OPEP à réduire sa production afin de garder des prix élevés. Cette politique aggrava la situation en évinçant du marché les plus grands producteurs (membres de l'OPEP), aux coûts de production les plus bas et aux réserves les plus importantes<sup>3</sup>, et ouvrit de nouvelles perspectives pour les *outsiders*: de nouveaux petits producteurs aux coûts de production plus élevés et aux réserves limitées. Ainsi, à partir de cette période, la production de l'OPEP, qui couvrait 55% du marché mondial en 1973, commença à chuter à cause de la réduction des parts de l'Irak et de l'Iran, en conflit,

---

<sup>3</sup> Entre 1981 et 1985, l'Arabie Saoudite a vu ses revenus chuter de 80%.

et des parts de marché que les autres membres de l'organisation ont perdues pour n'en représenter que 29% en 1985.

Du côté des Etats-Unis, le premier mandat de Ronald Reagan à la tête de la Maison Blanche (1981-1984) a été une période charnière de l'histoire pétrolière américaine. Directement après son élection, pendant qu'il prononçait son discours d'investiture devant le Congrès le 20 janvier 1981. Reagan lança une phrase qui résumait sa doctrine ultralibérale : "*In this present crisis, government is not the solution to our problem. Government is the problem*". Cette phrase justifia la signature de l'*Executive order* n°12287 du 28 janvier 1981 qui libéralisa complètement le marché pétrolier américain. Sachant que les Etats-Unis sont le premier pays consommateur de pétrole au monde, que le prix du pétrole était devenu cher en cette période, que la production américaine commençait à décliner depuis 1970 et que les coûts d'extraction pesaient de plus en plus lourds sur la capacité de financement des compagnies pétrolières, ces dernières avaient senti les manques à gagner si le marché américain était libéralisé. Avec la signature de l'*Executive order*, le lobby pétrolier, qui avait soutenu Reagan pendant sa candidature à la présidence des Etats-Unis, avait été largement récompensé du moment que le marché pétrolier américain s'était ouvert aux pétroles de toutes les provenances.

#### **4 - LA PREMIERE CRISE PETROLIERE DE 1986**

Après le deuxième boom pétrolier et la chute de la demande mondiale, le pouvoir de l'OPEP se dégrada. Ce pouvoir régulateur du marché mondial était fragile car dépendant de l'incertitude de la conjoncture économique internationale. En cette période, s'étalant entre 1980 et 1986, les compagnies pétrolières avaient trouvé le champ libre pour conquérir de nouveaux horizons. De leur côté, les pays producteurs étaient persuadés de la nécessité de réformer leurs législations régissant les domaines miniers, vu la diminution continue des prix pétroliers et la perte de parts importantes du marché. L'hypothèse que l'accroissement de la production pétrolière promettait une augmentation des revenus pétroliers, même avec des prix faibles, était adoptée par plusieurs pays de l'OPEP. Soucieuse de garder sa place de producteur sur le marché mondial,

l'OPEP, à l'initiative de l'Arabie Saoudite, décida alors en 1986, de récupérer ses parts de marché perdues entre 1982 et 1985. Sans prévoir l'effet négatif de l'offre sur les niveaux des prix, le pays avait directement doublé sa production. Ce doublement de l'offre se répercutait par une chute brutale du prix du brut d'un peu moins de 50%, ce dernier passant de 27.56 \$/bbl en 1985 à 14.43 \$/bbl en 1986. Corrélativement, par la simple logique de pondération des prix par les quantités, l'augmentation de l'offre de l'Arabie Saoudite avait un effet neutre sur ses revenus, alors que les pays, n'ayant pas une capacité de production leur permettant au moins de doubler leurs offres sur le marché mondial, voyaient leurs revenus chuter. Saisissant l'occasion, les Etats-Unis commençaient à augmenter leurs approvisionnements en matière de pétrole à partir de cette crise. En effet, le taux de couverture des importations à la consommation nationale passait de 30% en 1985 à 46% en 1989 pour dépasser les 50% à partir de 1993 (Graphique 2).

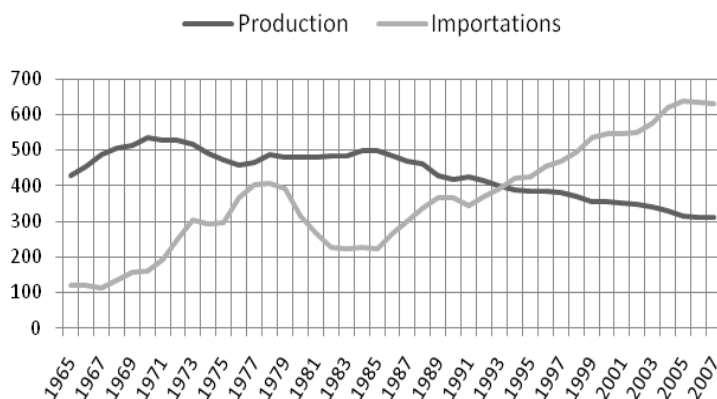
Privée de ses repères pendant une période de quatre ans, l'OPEP a été totalement dépossédée de ses pouvoirs. En juillet 1985, l'organisation, en abandonnant provisoirement le principe du prix de référence guidé par *l'Arabian Light*, adopta une nouvelle technique de fixation des prix, formulée par la moyenne des prix de plusieurs bruts OPEP.

Le contrat *Netback* instauré par l'Arabie Saoudite, initialement introduit par l'Iran pour valoriser son brut, était l'indice effectif du renversement du pouvoir de fixation des prix. D'ores et déjà, la fixation des prix est confiée au marché. Le principe du prix *Netback* était basé sur la loi de l'offre et de la demande. Ce prix est déterminé en fonction du prix spot<sup>4</sup> des produits raffinés dérivés du pétrole brut. Le prix spot du baril est ainsi déterminé :

---

<sup>4</sup> Prix fixé au jour le jour portant sur des cargaisons au marché libre et résultat de la confrontation ponctuelle de l'offre et de la demande. S'oppose au prix officiel.

Graphique 2 : Evolution de la production et des importations pétrolières américaines en millions de tonnes



Source : Construite à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.

$$PSB = \sum_{i=1}^n (PSP_i \cdot w_i)$$

Où  $PSB$  est le prix spot d'un baril du brut concerné,  $PSP_i$  est le prix spot du produit raffiné « $i$ » et  $w_i$  est la part du produit raffiné « $i$ » dans un baril du brut concerné.

Le brut sera vendu au prix spot des produits raffinés diminué du coût de raffinage, du coût du transport maritime et de la marge garantie à l'acheteur. Le prix *Netback* du baril est ainsi déterminé :

$$PN = PSB - (c_r + c_t + m)$$

Où  $PN$  est le prix Netback d'un baril du baril concerné,  $c_r$  est le coût de raffinage,  $c_t$  est le coût de transport et  $m$  est la marge de l'acheteur.

Les places de marché que l'Arabie Saoudite avait voulu reconquérir par le système *Netback* n'avaient pas été reconquises. Pis, l'offre excédentaire, atteignant parfois les 5 mbj (millions de barils par jour), avait été destructrice des économies des pays de l'OPEP. L'organisation estimait qu'un système de prix faibles, induit par une offre abondante, bénéficierait d'un effet de substitution par la consommation. C'est à dire



que la perte due aux prix faibles serait récupérée par une demande croissante.

Afin d'encourager et de protéger la production des énergies nucléaires et renouvelables du pétrole bon marché, les pays consommateurs avaient imposé des barrières douanières<sup>5</sup>. De ce fait, ils ont récolté une grande partie du surplus pétrolier pour leurs trésors qui s'élevaient à 60 milliards de dollars, soit autant que les revenus collectés par les différents pays de l'OPEP.

La *guerre des prix*, déclenchée involontairement par l'OPEP en 1985 et qui avait duré jusqu'à la fin de 1986, avait abouti à une chute des prix de 65% par rapport au début de l'année 1985. En parallèle aux actions déjà menées, les pays de l'OPEP avaient organisé une série de réunions pour fixer les plafonds de production, dans le but de maîtriser les fluctuations des prix. D'où l'apparition de la notion de *Target Price*.

A cet effet, la réunion de Genève du 11 au 20 décembre 1986 est historique, du fait que les prix des bruts-OPEP, jusqu'à nos jours, reposent sur les stipulations de cette dernière. Le retour à un prix fixe de 18 \$/bbl était la volonté finale des pays membres.

Le nouveau prix de référence sera calculé à partir du prix d'un panier de sept variétés de bruts :

- L'Arabian Light 34°API<sup>6</sup> de l'Arabie Saoudite;
- Le Bonny Light 37°API du Nigeria;
- Le Fateh Dubaï 32°API des Emirats Arabes Unis;
- L'Isthmus 34°API du Mexique<sup>7</sup>;
- Le Minas 34°API de l'Indonésie;
- Le Saharan Blend 44°API de l'Algérie;
- Le Tia Juana 31°API du Venezuela.

<sup>5</sup> Avec cette politique protectionniste, la France a réussi à promouvoir l'industrie nucléaire pour qu'elle couvre plus de 60% de ses besoins en électricité.

<sup>6</sup> Le degré API (*American Petroleum Institute*) est l'unité de mesure de la qualité des pétroles.

<sup>7</sup> Connaissant la gravité de la situation, le Mexique, pays producteur NOPEP, a rejoint la thèse des pays de l'OPEP selon laquelle une révision des prix du pétrole était nécessaire. En l'occurrence, il a rejoint le panier OPEP avec son brut léger Isthmus 34°API.

Afin d'atteindre la fourchette de prix fixée au préalable par le panier OPEP, chaque pays membre doit respecter son quota de production, lequel est déterminé en fonction de la population, des réserves en place et de la capacité de production de chaque pays. De façon générale, la formule utilisée pour calculer le prix de vente dépend de quatre facteurs :

- 1- Le point de vente;
- 2- Le choix du prix de référence dicté par la qualité et la destination du brut vendu;
- 3- L'intervalle de temps entre la date de chargement et la date de fixation du prix;
- 4- Le différentiel de qualité, coût de transport et de possibilité de raffinage par rapport au brut de référence.

La crise de 1986 avait fini par instaurer un nouveau régime des prix obéissant à la loi du marché. Mais la nature du pétrole, faisant de lui un produit directeur de l'économie mondiale par excellence, a rendu l'évolution des prix sensible à tout revirement à l'échelle mondiale. Une tension géopolitique intégrant les intérêts d'un grand pays producteur ou d'un grand pays consommateur peut changer la maquette de l'économie mondiale<sup>8</sup>.

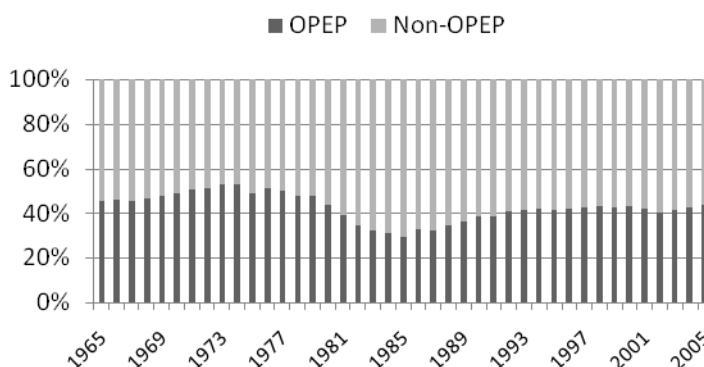
#### **5 - DE LA PREMIERE CRISE AU TROISIEME BOOM**

La politique des quotas adoptée par l'OPEP semble fructueuse. Les membres de l'organisation ont reconquis plus de 10% supplémentaires du marché mondial, passant de 29% en 1985 à 40% en 1992 (Graphique 3). Le cessez-le-feu, entre l'Irak et l'Iran à la fin de 1989, suivi directement de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes en août 1990 déclenchant alors la première guerre du Golfe, avait abouti à une amélioration des prix du baril de 17,3 \$/bbl en 1989 à 22,3 \$/bbl en 1990.

---

<sup>8</sup> Sur le sujet des stratégies des acteurs de toutes les natures de l'énergie, voir Chevalier (2004).

Graphique 3 : Evolution des parts de productions de pétrole du marché mondial



Source : Construite à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.

Avec l'interruption des productions irakienne et koweïtienne et pour subvenir à la demande mondiale et éviter une nouvelle hausse spectaculaire des prix, l'AIE et l'OPEP ont eu un rôle actif dans la régulation des prix. L'AIE a déstocké les réserves stratégiques de ses pays membres et l'OPEP a intensifié la production intérieure. De telles décisions ont provoqué une inondation du marché pétrolier. La chute des prix qui en a été la conséquence, a persisté jusqu'en 1994 pour atteindre le seuil inférieur de 15,5 \$/bbl. Suite à cette dégringolade, l'OPEP a réduit de nouveau sa production. Le cours du brut s'est stabilisé alors à 20,3 \$/bbl en 1996.

Leurée de nouveau par une augmentation des prix continue, l'OPEP a décidé en novembre 1997, lors de la réunion de Djakarta, d'accentuer sa production pour atteindre un plafond de 27,5mbj. Ajoutons à cela, dans la même année, la crise financière asiatique qui a été une cause aggravant une situation, non prévue par les pays de l'OPEP lors de leur dernière rencontre. Les prix ont alors commencé leur chute drastique pour arriver à 12,3 \$/bbl en 1998 et 10 \$/bbl en février 1999. Le prix du baril en 1998 était inférieur à son niveau de 1986.

Le résultat de l'accord conclu entre l'OPEP, Oman, la Fédération de Russie, le Mexique et la Norvège, dans le but de

réduire communément leur production, a été l'augmentation du prix jusqu'à 28,56 \$/bbl en 2000. Ce prix dépasse la fourchette du panier-OPEP à atteindre (20-25 \$/bbl).

## 6 - LE TROISIEME BOOM PETROLIER DE 2004

En réalité, ce sont les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis qui sont à l'origine directe d'une nouvelle crise sur le marché pétrolier, amorcée ensuite par les perspectives d'une récession économique. Le prix du pétrole a connu alors une chute de plus de 4 \$/bbl passant de 28,50 \$/bbl en 2000 à 24,44 \$/bbl en 2001 et à 25,02 \$/bbl en 2002.

Cet état de fait n'a pas duré longtemps; l'invasion des terres irakiennes par les forces armées américaines en mars 2003 a permis au prix du pétrole de «galoper» pour dépasser largement la fourchette fixée par l'OPEP de 22-28 \$/bbl. La guerre, qui promettait d'être longue et sanglante, a été une raison légitime pour que les prix regagnent leur niveau de l'année 2000, s'établissant à 28,83 \$/bbl en 2003. Ajoutons à cela les conflits ethniques au Nigéria et les grèves successives des pétroliers vénézuéliens.

Durant l'année 2004, le monde a connu un troisième boom du prix du pétrole dépassant les 38 \$/bbl pour atteindre 54,52 \$/bbl en 2005. Les causes sont diverses.

1. Certes, les niveaux des prix pétroliers atteints en 2006 et 2007, respectivement de 65,14 et 72,39 \$/bbl, sont loin d'atteindre le seuil des 93,08 \$/bbl de 1980, en dollar constant de 2007, mais les records<sup>9</sup> battus plusieurs fois en 2008, frôlant la barre des 150 \$/bbl, promettent, d'après plusieurs experts, que l'ère du pétrole bon-marché est finie. Les croissances accélérées des pays émergents, tels que la Chine, l'Inde et les pays pétroliers du Moyen-Orient, sont la principale cause de la flambée des prix. En fait, sur le marché pétrolier, la part de la hausse de la demande de ces trois nouveaux géants de la consommation pétrolière représente près de 68% (Tableau 1) de la hausse de la consommation mondiale de 2004 (date du début du troisième boom pétrolier) à 2007, dont la Chine qui s'acc-

---

<sup>9</sup> Le record des prix pétroliers jamais battu fut le 11 juillet 2008 lorsque le baril du *West Texas Intermediate* était coté à 147,5 \$/bbl.

pare de 38% des parts, sans compter sa hausse de consommation de charbon qui représente plus de 80% de la hausse mondiale pour la même période. L'amélioration des revenus par tête, le développement de l'industrie, de l'urbanisation et surtout du parc automobile dans ces pays ont stimulé la demande d'énergie quelle que soit son origine géographique. La part de la variation de la consommation des pays de l'OCDE, quant à elle, est de -14% entre 2004 et 2007. La dynamique énergétique européenne montre la mise en place d'un marché plus intégré de l'énergie et des politiques nationales mieux coordonnées. Cette dynamique s'illustre à travers l'adoption de la règle des "trois fois 20%". C'est-à-dire: 20% de réduction des émissions de GES (gaz à effet de serre), 20% d'amélioration de l'efficacité énergétique et 20% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020. Il ne sera donc pas étrange de voir la croissance de la consommation européenne de pétrole ralentir à court terme et être probablement négative à long terme. Quant à la part de consommation des Etats-Unis, celle-ci a décliné de 4,33%. L'opinion publique américaine critique fortement la politique des "guerres préventives" engagée par l'administration Bush qui a coûté la perte officielle de plus de 4000 soldats et environ 1500 milliards de dollars pour le trésor américain<sup>10</sup>.

Tableau 1 : **Parts dans la variation de la consommation mondiale de pétrole entre 2004 et 2007**

Chine	Inde	Moyen-Orient	OCDE	UE	Etats-Unis
38,04%	6,05%	24,85%	- 14,15%	-7,12%	- 4,33%

Source: construit à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.

2. Afin d'accroître leurs surfaces financières, de faire face à la volatilité des cours pétroliers, d'atténuer les effets de l'augmentation des coûts marginaux de production et d'accroître leur compétitivité, les grandes multinationales pétrolières ont opté pour un large processus de fusions et acquisitions. Vers la fin des années 1990, le monde pétrolier a assisté à la fusion d'Exxon avec Mobil, de Chevron avec Texaco, l'acquisition

<sup>10</sup> Voir le document de travail publié par Bilmes et Stiglitz (2006) où les auteurs analysent les effets de la guerre en Irak sur l'économie américaine.

d'Amoco et d'Arco par British Petroleum et celle de Fina et d'Elf par Total. Ces conglomérats de compagnies rendent le caractère oligopolistique du marché pétrolier plus apparent. La diminution de leurs charges techniques et l'augmentation de leurs poids grâce aux économies d'échelles réalisées donnent à ces géants un pouvoir de régulation, qui reste implicite, sur le marché pétrolier. Ils contribuent alors à augmenter le prix, lorsque l'offre est faible, dans le cas de problèmes politiques et de conflits géopolitiques, et à augmenter l'offre, en cas de chute des prix suite à des crises de types différents.

3. Il est à noter aussi que l'envolée des coûts d'extraction du pétrole suite à la baisse des réserves des gisements existants (surtout aux Etats-Unis et en Mer du Nord) et aux difficultés techniques liées à l'exploitation de nouveaux gisements (l'*offshore* profond pour la plupart) a contribué à rendre l'offre rigide et à augmenter la demande en équipements. Ceci explique la faiblesse de l'élasticité de l'offre de pétrole par rapport à son prix de vente.

4. La dépréciation du dollar a contribué significativement, de son côté, au boom. La cotation du pétrole en dollar dans les marchés des matières premières fait que la baisse du taux de change de la monnaie a eu un effet sur le prix. Les consommateurs extérieurs à la zone dollar achètent le pétrole moins cher par rapport aux consommateurs de la zone dollar ou à ceux qui facturent leurs exportations en dollars.

5. Finalement, contrairement à la période antérieure aux années 1980, où le prix de vente était déterminé suite à des contrats à long terme qui dépassaient parfois les vingt ans, ce sont les contrats au comptant ou à terme (quelques mois seulement) qui prévalent à partir de la crise pétrolière de 1986. Ceci donne l'occasion à des investisseurs institutionnels, étrangers aux marchés des matières premières, de diversifier leurs portefeuilles. L'existence de plusieurs intermédiaires dans le marché au comptant propulse alors l'ascension des prix. La crise des *subprimes* aux Etats-Unis, qui a commencé pendant l'été 2007, a été une des causes de l'augmentation du prix du pétrole, lorsque les détenteurs directs ou indirects d'actifs immobiliers ont conquis des marchés autres que celui de l'immobilier.

## 7 - LA SECONDE CRISE PETROLIERE DE 2008

Depuis le début de la crise des *subprimes*, l'économie américaine était en ébullition. La faillite de la banque Lehman-Brothers, qui a suivi, a causé le krach du marché financier de Wall Street à New York et a eu un "*effet domino*" sur les principales places boursières à travers le monde. Ceci a donné le coup d'envoi d'une crise financière de large envergure qui a atteint très rapidement la sphère réelle en se transformant en une crise économique. En fait, les perspectives d'une récession économique mondiale en 2009 ont contraint beaucoup d'investisseurs institutionnels à céder leurs actifs aux cours les plus bas. Au rendez-vous, il y'avait alors un "*effet avalanche*", caractérisé d'abord par la baisse des investissements, ensuite la hausse du chômage et enfin la baisse de l'épargne bien-sûr. Cette dernière sera plus prononcée avec la baisse des taux d'intérêts. Aux Etats-Unis, par exemple, les taux d'intérêts des fonds fédéraux sont passés à 0.5% en octobre 2008, en comparaison avec leur niveau de 5% en octobre 2007. D'après les projections *ex ante* du département des affaires économiques et sociales de l'ONU publiées en janvier 2009, la croissance du PIB mondial ne sera que de 2.5% en 2008 et de 1% en 2009 contre un taux de 3.8% en 2007 (Tableau 2). Ce qui a rendu les économistes de l'ONU aussi pessimistes est la perspective de décroissance du PIB des pays de l'OCDE de 0.5% durant l'année 2009. Toutefois, les pays à forts essors économiques comme la Chine et l'Inde auront toujours des croissances soutenues et qui resteront exceptionnelles, soient respectivement, 8.4% et 7%.

Tableau 2 : Croissance du PIB dans le monde en pourcentage

	2004	2005	2006	2007	2008*	2009**
Chine	10,1	10,2	11,1	11,4	9,1	8,4
Inde	7,1	11,5	7,3	8,9	7,5	7,0
OCDE	3,0	2,4	2,9	2,5	1,1	-0,5
UE	2,5	2,0	3,1	2,9	1,0	-1,8
Etats-Unis	3,6	2,9	2,8	2,0	1,2	-1,0
Monde	4,0	3,5	4,0	3,8	2,5	1,0

Source : Département des affaires économiques et sociales, ONU, 2009.

\* Taux en partie estimatifs

\*\* Prévisions

Tous ces scénarios n'ont pas laissé le marché pétrolier à l'écart de la crise. Du moment que les pays de l'OCDE, principalement industrialisés, consomment plus de la moitié (57%) de la production mondiale de pétrole, la demande au niveau des marchés internationaux subit un déclin flagrant. Ceci, en dépit de la décision de l'OPEP de baisser son offre de 1,5 mbj en octobre 2008 puis de 2,2 mbj en décembre de la même année et de la diminution du prix en dessous de la barre des 40 \$/bbl au début de 2009. L'inélasticité de la demande de pétrole au prix explique ce cas de figure. La variation du niveau de la demande, exprimée généralement en fonction des anticipations émises par les acteurs, suit le sens de la variation des prix. Et c'est ainsi que la perte du baril de pétrole, de près des trois quart de sa valeur durant le second semestre de 2008, a causé la chute de la demande mondiale (Tableau 3).

**Tableau 3 : Elasticité prix de la demande mondiale du pétrole**

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
0,02	-0,05	0,51	0,13	0,12	0,04	0,06	0,11

*Source : Construit à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.*

En 2009, d'après le rapport mensuel de décembre 2008 de l'OPEP, la demande de pétrole chutera de 0.15 mbj, soit 0.2%. Ce qui amène à dire que le prix pourra enregistrer une nouvelle diminution. Par conséquent, la reprise du marché pétrolier est donc rattachée à des anticipations optimistes relatives à la relance de l'économie mondiale. Cependant, il est à noter, que malgré la gravité de la crise économique, le prix du pétrole n'a pas diminué en-dessous de son niveau moyen de 2004, en dollar constant, date du début du troisième boom pétrolier. Ce qui confirme l'hypothèse que l'ère du pétrole bon marché est terminée.

L'enjeu majeur pour les différents acteurs de l'économie pétrolière, est la prise de pouvoir des marchés internationaux. Les pays consommateurs pourront profiter de la chute du prix pour stocker le maximum de réserves et réduire l'exploitation de leurs gisements en voie de tarissement. Ceci est vrai, à



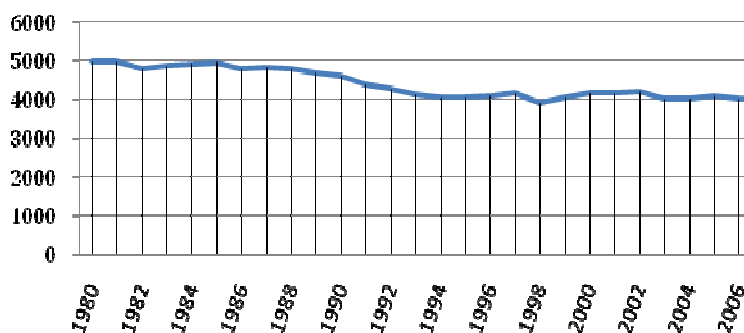
condition de ne pas déclencher une augmentation des prix. La solution existe au niveau des marchés au comptant et des marchés informels qui restent un canal de corruption des administrateurs malintentionnés des pays producteurs.

Afin de s'approprier du rapport de force, les Etats-Unis, qui consomment près du quart des énergies hydrocarbures dans le monde, ont commencé à réduire leur production pétrolière (Graphique 4) et à augmenter leurs importations (Graphique 2) depuis la première crise pétrolière de 1986, lorsque le prix tendait à se réduire. A partir de 1994, année où les niveaux de production et d'importation annuels américains étaient égaux, on a préféré garder un niveau de réserve de quatre milliards de tonnes de pétrole (soit quatre années et trois mois de consommation au rythme de 2007), sans compter les stocks stratégiques<sup>11</sup>. A partir de 2004, date du troisième boom pétrolier, les Etats-Unis ont entrepris la politique des "*vaches maigres*", en stagnant le niveau des importations et en maintenant le même rythme de production que celui de 2004 (Graphique 2). La consommation du pétrole produit au niveau national est devenue plus opportune. La véracité de cette analyse sera vérifiée, si les Etats-Unis reviennent à la politique d'accroissement des importations pendant cette crise de chute des prix, afin d'augmenter leur réserves en voie de tarissement. C'est dire que les booms et les crises des prix pétroliers ne surviennent qu'au moment où les Etats-Unis en sont les bénéficiaires.

---

<sup>11</sup> Il est à noter que les Etats-Unis détiennent à eux seuls 100 millions de tonnes, soit la moitié des stocks stratégiques de tous les pays de l'OCDE évalués à 200 millions de tonnes. Le pays peut affronter une rupture d'importation pendant 70 jours.

Graphique 4 : Evolution des réserves pétrolières américaines en millions de tonnes



Source : Construite à partir de BP Statistical Review of World Energy 2008.

Pour leur part, les pays producteurs sont devant un dilemme. S'ils continuent à diminuer la production, les recettes d'exportation seront amoindries malgré une éventuelle augmentation des prix, car celle-ci serait infime. Et s'ils optent pour l'augmentation de la production, les prix s'effondreront encore plus. Ainsi, les pays producteurs seront toujours vulnérables aux chocs extérieurs.

Afin de récupérer le rapport de force et éviter les chutes brutales des prix pétroliers, les pays producteurs peuvent concevoir une stratégie industrielle commune, en aval de la chaîne pétrolière, pour servir de débouché aux hydrocarbures bruts extraits et annoncer que leur offre pétrolière internationale sera en perpétuelle diminution, afin de subvenir aux demandes nationales en la matière. Ceci engendrera une peur de pénurie de pétrole au niveau international, empêchera les chutes drastiques des prix et encouragera la promotion des énergies renouvelables dans le monde.

En parallèle, les niveaux de production doivent être définis en fonction des capacités d'absorption des secteurs productifs, susceptibles de réduire la part de l'apport du secteur pétrolier dans les grands équilibres macroéconomiques (balance des paiements, budget de l'Etat, produit intérieur brut). Techniquement, les quantités totales à produire en volume  $P_t$  pourront

subvenir à toutes les demandes d'inputs hydrocarbures des secteurs manufacturier  $h_m$  et agricole  $h_a$  et dégager des recettes d'exportation pouvant financer la demande des pauvres pour les outputs des secteurs de production domestique  $d_p$ .

$$p_t = d_m + d_a + d_p$$

Ainsi, la vulnérabilité des pays producteurs aux chocs extérieurs serait minimisée et leur résilience aux symptômes du *Dutch disease*, à travers des taux de change et des termes de l'échange stables, serait améliorée.

#### REMARQUES CONCLUANTES

Tout au long de cet article, nous nous sommes rapprochés, d'une façon ciblée, de l'histoire de l'évolution des prix pétroliers. Nous nous sommes alors penchés sur les différents grands moments qui ont marqué le marché incertain du pétrole. Les causes et les conséquences du basculement du rapport de force étaient presque les mêmes à chaque boom et à chaque crise. C'est l'histoire qui se répète sans que l'acteur le plus concerné n'en tienne compte.

Nous avons démontré que le marché pétrolier était imparfait. L'aspect oligopolistique qui y prévaut rend l'interaction entre les prix d'une part, et l'offre et la demande d'autre part, irrégulière. Ajoutons à cela les niveaux de l'offre et de la demande future, déterminés sur la base d'anticipations concernant des problèmes géopolitiques et des dysfonctionnements internes de quelques "*pays clés*" qui participent à rendre le marché aussi incertain. A cet effet, l'acteur qui aurait réalisé de bonnes prévisions éviterait ou perpétuerait l'augmentation ou la chute des prix pour maintenir ou basculer le rapport de force dans son camp. Les questions géopolitiques sont omniprésentes dans les processus de détermination des prix pétroliers. Il est alors admis que le pétrole est une ressource stratégique. La maîtrise de ses prix est le "*talent d'Achille*" des économies productrices, du moment qu'il constitue la principale source de revenus, et des économies consommatrices, du moment qu'il constitue la principale matière première de leurs industries.

Problématiquement, les pays producteurs ont-ils intérêt à vendre leur pétrole à des prix forts, sachant qu'ils sont susceptibles de perdre des parts de marché avec l'apparition de nouveaux *outsiders* aux coûts de production élevés? Ou serait-il plus profitable de casser l'envolée des prix afin d'éviter la concurrence et commencer à développer les énergies renouvelables? L'enjeu réside dans l'hypothèse que les grands pays consommateurs cherchent à stimuler l'augmentation des prix pour conquérir et rentabiliser les gisements aux coûts de production élevés (comme les gisements des espaces protégés -de l'Alaska-, les *offshores* profonds -de la Mer du Nord et du Golfe de Guinée- et les gisements contenant des réserves probables et/ou possibles- afin de pousser les recherches scientifiques et techniques onéreuses en ce domaine) tout en développant la production des énergies renouvelables, à coût de production relativement bon marché, et provoquer ensuite une chute des prix pétroliers lorsque les gisements aux coûts de production élevés seront taris. La question du "*développement durable*" préparera alors les esprits à accepter ou à se soumettre à l'obligation de réduire ou d'abandonner la consommation du pétrole "*principale origine du réchauffement planétaire*" et de s'orienter vers "*les énergies propres*". Le rapport de force balancera, à ce moment là au profit des défenseurs du "*développement durable*" et par conséquent au profit des détenteurs de la technologie.

Enfin, si les pays consommateurs abordent sans aucune gêne le sujet légitime de "*la sécurité des approvisionnements énergétiques*", pourquoi les actions des pays producteurs sont-elles aussi craintives, voire même paradoxales, vis-à-vis du sujet primordial de "*la sécurité des approvisionnements alimentaires*", par exemple? La dépendance énergétique des pays consommateurs est imposée par la nature, mais la dépendance alimentaire des pays producteurs est susceptible d'être conjurée. Le fait de transformer les recettes pétrolières en placements oisifs est-elle la manière la plus judicieuse pour éviter les effets indésirables de la rente? Ou serait-il meilleur de fructifier les recettes pétrolières au niveau national à travers des stratégies de développement autoentretenu (Mouhoubi, 2008)?

**Références bibliographiques**

**Bilmes L., Stiglitz J.**, 2006, «The economic costs of the Iraq war: an appraisal three years after the beginning of the conflict», *Working paper 12054*, National bureau of economic research, February.

**Chevalier J.-M.**, 2004, *Les grandes batailles de l'énergie*, Folio, Paris.

**Mouhoubi A.**, 2008, «Stratégie de développement auto-entretenu à partir des ressources naturelles: spécificités des économies pétrolières», Actes du colloque international sur «*Le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources*», Université de Sétif, 07 et 08 avril.

**Sampson A.**, 1976, *Les sept sœurs*, Alain Moreau, Paris.